



D 2033 • Py1  
1-15 décembre 1995

**MOTS-CLEFS**  
Paysans  
Politique agricole  
Syndicat  
Intégration régionale  
Marché  
Solidarité

## *Diffusion de l'information sur l'Amérique latine*

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69002 Lyon - France • Tél. 72 77 00 26 - Fax 72 40 96 70

# “CONCURRENCE IMPOSSIBLE AVEC LA HOUE ET LA MACHETTE”

*Dans le texte suivant, Alberto Areco, président de la Fédération nationale des paysans du Paraguay (FNCP) et Belarmino Balbuena, secrétaire général du Mouvement paysan paraguayen (MCP) s'expriment sur le Marché commun du Sud (Mercosur), sur la réforme agraire, l'organisation paysanne ainsi que sur les relations du mouvement paysan avec les centrales syndicales.*

*Ces dirigeants paysans paraguayens ont assisté au*

*IIe congrès du Mouvement des sans-terre du Brésil, réalisé à Brasilia du 24 au 27 juillet 1995, où ils ont exposé leurs points de vue sur la problématique agricole au Paraguay.*

*Texte paru dans le Boletín campesino-indígena de intercambio informativo du 31 août 1995 (organe officiel de la Coordination latino-américaine des organisations paysannes, Quito, Equateur).*

### **Une intégration sans solidarité**

Le Marché commun du Sud, Mercosur, a été fondé le 26 mars 1991 par l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. L'objectif était d'opérer l'intégration économique et la libre circulation des marchandises entre ces pays. Mercosur est appelé à exercer un puissant impact sur le Paraguay dont l'économie reste faible par rapport à celle de ses voisins.

“L'économie paraguayenne est totalement archaïque, sans technologie ni infrastructure. Aussi, les plus favorisés seront-ils les grands éleveurs ou agro-exportateurs”, soulignent les dirigeants paysans.

“Mercosur va également nous porter préjudice comme pays. Regardez le Brésil qui produit mieux et en plus

grande quantité car il dispose de machines. Notre produit intérieur va baisser comme jamais car on ne peut entrer en concurrence tant qu'on tra-

vaille avec des houes et des machettes. Le Paraguay va devenir un marché où les Argentins, les Uruguayens, les Brésiliens, les grands industriels viendront faire leurs échanges de produits, tandis que le Paraguay deviendra un simple pont entre le Brésil et l'Argentine”.

Mercosur constitue une menace pour la souveraineté, il ne considère en rien la solidarité ; il ne se base que sur l'intégration économique. “C'est pourquoi, avec les organisations paysannes et rurales du Cône Sud, après avoir discuté, analysé et même réalisé un séminaire, nous avons résolu de faire nôtre l'intégration de manière à ce qu'elle tienne compte de la solidarité, de la souveraineté ainsi que de l'auto-détermination des peuples”, ajoutent Areco et Balbuena.



## Des actions sporadiques

“Au Paraguay, les transnationales sont arrivées dans les campagnes et se sont consacrées à la culture extensive du coton et du soja. La terre est concentrée entre peu de mains : on estime que 2 % des propriétaires occupent 65 % des terres paraguayennes. La dictature d'Alfredo Stroessner qui a gouverné le pays de 1954 à 1989, de même que les gouvernements qui lui ont succédé (celui du général Andrés Rodriguez et l'actuel de Juan Carlos Wasmosy) n'ont prêté que peu d'attention à la réforme agraire.

Les actions du gouvernement, de même que celles des institutions responsables de la réforme agraire, sont tout à fait sporadiques et au service des partis traditionnels. Il arrive parfois que le don de médicaments fait aux gens soit utilisé à des fins de propagande, comme ce fut le cas pour cette commission dirigée par le général Lino Oviedo, commandant en chef de l'armée, qui reste en service actif. Nous avons le devoir de dénoncer de tels agissements où l'on utilise les besoins les plus urgents des populations. Celles-ci qui habitent souvent en pleine forêt, sont obligées, du fait de leur isolement, à recourir à ce genre de moyens. Nos amis paysans désapprouvent et rejettent ces procédés : ici ou là, nous tâchons de les en avertir ; ailleurs, nous n'y arrivons pas.

Ces derniers temps, les gouvernements ne nous parlent plus de réforme agraire mais de développement rural et, précisément, ils mettent en oeuvre une politique de fonds d'investisse-

ments sociaux, que nous appelons politique pour éteindre l'incendie, et ceci pas seulement au Paraguay. A notre avis, ces politiques vont se heurter à court terme à un problème plus grand parce que la situation de misère ne se contrôle pas au moyen de mesures conjoncturelles, sachant bien que la situation actuelle est une conséquence structurelle. Ainsi, les parlementaires ne posent pas la question agraire comme une question de fond mais seulement pour leurs intérêts électoraux.

## La mobilisation porte ses fruits

Grâce à la mobilisation de mars 1994, nous avons obtenu pour la première fois que le gouvernement reconnaisse les organisations paysannes comme de véritables interlocutrices. Nos propres interventions et notre participation nous ont encouragés à la conquête de la terre. Nous avons procédé à des occupations massives de grandes propriétés ; aujourd'hui nous avons des occupations de terres un peu partout, police et commandos armés se livrent encore à une persécution permanente. Nos compagnons paysans sont conscients : quand ils acquièrent une terre, ils y installent leur petite administration, leur autogestion. Dans les campagnes, il n'y a pas d'autre manière de survivre. On se bat pour construire des chemins, des écoles et tout le reste : on est toujours en lutte.

## La réforme agraire est pour la production

Au Paraguay, pratiquement la majorité des gens ignore ce qu'est la réforme agraire. Alors, à partir du Bureau de coordination nationale, instance de direction des organisations paysannes du pays, nous avons promu des séminaires et des cours, destinés à faire comprendre à nos compagnons de la base l'importance de la réforme agraire.

Aujourd'hui, au Parlement, ils sont à nouveau en train de présenter un avant-projet de loi de statut agraire, sans participation des organisations

paysannes. Alors nous leur faisons connaître notre point de vue, nos positions. En ce sens, nous aussi, nous voudrions être partie prenante des décisions de l'État qui contribuent à faire sortir le pays de cette situation de crise. Nous voulons que change la structure de politique agraire de notre pays, fondée sur l'ancienne constitution nationale qui nous vient encore de l'époque de la dictature. Nous souhaitons que change la politique de crédit et qu'elle bénéficie aux paysans ; nous réclamons l'administration de la terre. Nous voulons que change l'éducation jusqu'à maintenant élitiste pour qu'elle devienne accessible à la classe des travailleurs.

Nous entendons la réforme agraire comme une remise de la terre aux paysans pour la production, l'assistance technique et l'infrastructure. Celle-ci est inséparable d'une politique souple de crédits à long terme et à des faibles taux d'intérêts. La réforme agraire, c'est le développement de la production et le développement du pays, la faculté de créer, de parer au sous-emploi.

Ce qui va contre la réforme agraire, c'est la mauvaise distribution de la terre, c'est le cas des latifundia<sup>1</sup>. Notre lutte a pour but d'obtenir la terre, élément primordial pour le paysannat, parce qu'elle est source de travail et, en plus, moyen de subvenir aux besoins d'alimentation, vêtement, santé, habitat de nos familles, de tout ce qu'exige une vie digne.”

## Le Bureau de coordination nationale

Au Paraguay il existe six organisations paysannes : la Fédération nationale paysanne, le Mouvement paysan paraguayen, la Coordination interdépartementale des sans-terre, l'Organisation de lutte pour la terre, le Mouvement de jeunesse rurale chrétienne, l'Organisation paysanne nationale, l'Union nationale paysanne. En plus de celles-ci, il existe plusieurs organisations au niveau des départements et des districts. L'important est que toutes se réunissent autour d'une coordination nationale. Les instances départementales sont autonomes par rapport aux

### PARAGUAY

- Population : 4 760 000 Hab.
- Superficie : 406 752 km<sup>2</sup> (les 3/4 de la France)
- Densité absolue : 12 hab/km<sup>2</sup>

#### AGRICULTURE :

- Terres cultivées : 5%
- 45 % de la population active
- 24 % du PNB
- Principaux produits : Soja, maïs, coton, bovins, bois

Source : Atlaséco 1996

<sup>1</sup> - Grande propriété terrienne

structures nationales. Les départements ont eux aussi un Bureau de coordination départementale, chargé d'élire un délégué au Bureau de coordination nationale, où siègent les représentants des organisations nationales et où se constitue l'équipe dirigeante. Celle-ci n'est d'ailleurs qu'une instance d'unité d'action, régie par des règlements internes. Dans le futur, il est certain qu'on aura besoin d'une structure plus solide, plus politisée mais tout cela s'obtient peu à peu.

Le Bureau de coordination nationale comprend une plate-forme d'unité et d'action, il élabore des propositions communes en cas de mobilisation, organise des rencontres et des séminaires communs, et propose des axes de politique agraire commune qui seront confrontés aux projets de la bourgeoisie.

### **Des différends avec la direction syndicale**

La Fédération nationale paysanne (FNC), en conclusion de son second congrès réalisé les 6 et 7 juillet 1995, a

décidé de présenter sa demande d'affiliation à la Centrale unitaire des travailleurs (CUT). La direction syndicale n'a pas donné suite. A ce sujet, le président de la FNC, Alberto Areco, fait remarquer que cela est dû au fait qu'il existe des différends en plusieurs domaines, notamment sur ce que l'on pense, de part et d'autre, des privatisations et du Mercosur.

"Nous paysans, affirme Areco, nous refusons totalement la privatisation ainsi que le modèle du traité de Mercosur, tandis qu'eux, la direction syndicale, trouvent que la privatisation est un fait, qu'on doit y chercher son avantage et éviter qu'elle devienne sauvage. Nous en avons énormément parlé à notre coordination. Nous avons constitué une Coordination d'organisations sociales. Nous avons eu un débat idéologique très fort entre environ deux cents et deux cent cinquante délégués paysans et quatre ou cinq cents ouvriers. Des points fondamentaux y avaient été discutés.

Nous avons aussi des différends dans nos manières de négocier. Nous pay-

sans, nous avons notre stratégie de négociation avec le gouvernement, les ouvriers ont la leur. Ils disent par exemple que sur le Mercosur et les privatisations, on doit négocier. Ces différends, pour le moment, nous maintiennent éloignés les uns des autres, car il est notoire que l'organisation ouvrière est en train de livrer la classe des travailleurs : les dirigeants cherchent à devenir actionnaires, en livrant ou vendant les entreprises, ce qui laissera sans rien la masse des travailleurs. Cependant, les dirigeants font remarquer qu'ils ont maintenu l'unité d'action avec les centrales ouvrières, ne serait-ce que de manière conjoncturelle."



*Traduction et sous-titrage DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.*

---

**DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 72 77 00 26 • Fax 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.**

Abonnement annuel : France 395 F • Europe 440 F • Avion Amérique latine 500 F • USA-Canada-Afrique 490 F • Prix d'un dossier : 6 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris  
Tél. (1) 43 37 87 14 - Fax (1) 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176, rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. (1) 44 18 60 50  
Fax (1) 45 55 28 13.